

Prolétaires de tous les pays, nations et peuples opprimés unissez-vous !

le quotidien du peuple

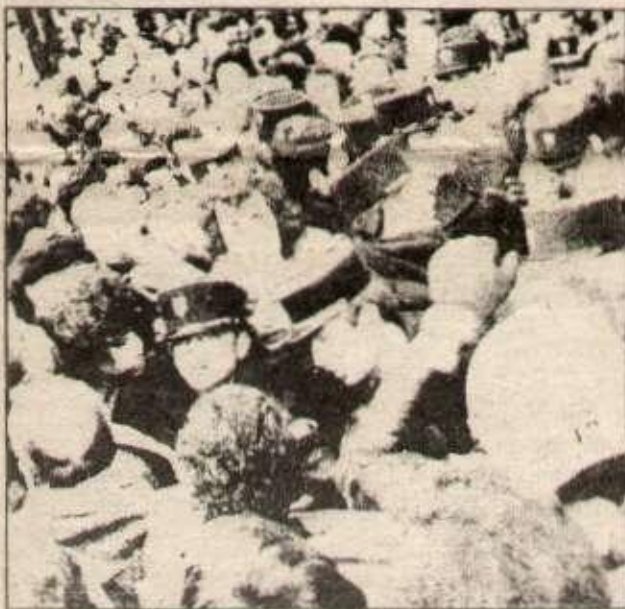
Organe central du PARTI COMMUNISTE RÉVOLUTIONNAIRE marxiste-léniniste

MERCREDI 27 DECEMBRE 1978 - N° 818

Commission paritaire N°56 942 Tel. 636.73.76

2, 00 F.

En pleine trêve des confiseurs Explosions de colère



St-Chamond : les flics ont fort à faire pour protéger les nervis.

- Jeudi matin, 10 000 travailleurs de St-Nazaire manifestent contre les brutalités policières.
- Le lendemain, 5 000 ouvriers de St-Chamond expulsent les vigiles et réoccupent l'usine J.B. Martin.
- Les sidérurgistes de Longwy encore à l'initiative cette semaine.

Mardi matin, les sidérurgistes bloquaient toutes les

voies d'accès à Longwy. C'est la suite des initiatives qui commencent à être prises contre les licenciements qui menacent.

Ces actions s'inscrivent dans le cadre de plusieurs manifestations, où les travailleurs se sont massivement mobilisés contre le chômage. A Saint-Nazaire, 10 000 travailleurs manifestaient jeudi contre l'intervention des flics. Vendredi, après l'occupation de l'usine de Saint-Chamond par des hommes de main, c'étaient 5 000 travailleurs qui se rassemblaient en quelques heures et infligeaient une raclée aux nervis, contraints de s'enfuir sous la protection de la police.

Vendredi, à Denain, plusieurs dizaines de milliers de travailleurs criaient leur refus des licenciements. Dans tous ces cas, c'est la lutte contre le chômage qui provoque des manifestations d'ampleur considérable, offensives, souvent en rupture avec la passivité des confédérations.

Lire en page 6 et 8

USA - URSS

GROMYKO RETARDE LA CONCLUSION DE L'ACCORD SALT

En remettant en cause, samedi matin, après deux jours de discussion, le calendrier prévu pour les différentes phases de l'accord SALT, sur les armements stratégiques, Gromyko a retardé, pour une période dont on ne peut prévoir le terme, la conclusion de l'accord SALT.

Selon Carter «il reste deux problèmes à résoudre»: la question du calendrier des accords devrait être l'un d'eux et l'autre, la question des codes utilisés par les Soviétiques qui interdisent une vérification sérieuse de l'application des accords. Cela signifierait que les autres questions, notamment celles relevant de la modernisation, ont été

réglées. Rien n'a été révélé de la nature des compromis obtenus depuis le mois d'octobre.

Cependant, la conduite de Gromyko à Genève, indique que l'URSS garde l'initiative dans la conclusion de l'accord, qui dépend entièrement de son bon vouloir. Les «progrès importants» cités par Gromyko à l'issue de la rencontre de Genève peuvent simplement indiquer que les discussions vont se poursuivre sans que pour l'instant soient remis en cause les compromis réalisés depuis mars 77 et qui permettent aux deux pays de poursuivre activement le renforcement de leur puissance nucléaire et la modernisation de leurs armements.

Ardèche isolée



Depuis une semaine, des localités d'Ardèche et de Lozère doivent vivre sans électricité, faisant ainsi une nouvelle fois les frais de la politique d'EDF qui brade le réseau de distribution, victime des premières chutes de neige.

Lire en page 8

Iran : nouvelles manifestations, le Shah tente de négocier

Le week-end a été marqué par une reprise des manifestations contre le Shah et les USA en Iran, malgré la répression. Alors que son gouvernement militaire semble de moins en moins maître de la situation, le Shah tente de négocier un compromis avec l'opposition. Sandjabi, dirigeant du Front national, a rappelé que son organisation exigeait le départ du dictateur.

Lire en page 8

Foyers Sonacotra : 2 000 personnes contre les expulsions

Samedi, à l'appel des Comités de résidents des foyers Sonacotra de Nanterre et Colombes, avait lieu une manifestation contre les expulsions qui menacent des résidents de ce foyer.

Lire en page 6

Chaffoteaux et Maury : l'heure du bilan

Lire en page 2

LUTTES OUVRIÈRES

CHAFFOTEAUX ET MAURY : L'HEURE DU BILAN



● Depuis maintenant 15 jours, les travailleurs de Chaffoteaux ont rejoint leur poste de travail. Ils ont repris la tête haute, tant il est vrai que cette lutte constitue pour eux un succès appréciable. Depuis la reprise, nous avons revu plusieurs travailleurs avec lesquels nous avions discuté pendant la lutte. Avec eux, nous avons voulu dégager les éléments essentiels d'un bilan de ce conflit.

manque d'offensive.

Pôle de combativité et d'initiatives à l'intérieur de l'intersyndicale, ces travailleurs savaient mener la bataille pour faire passer leur

point de vue. Ce qui leur fait dire que ce sont eux qui ont déterminé l'orientation de la lutte et imposé une ligne de conduite offensive à l'intersyndicale.

soutien» (meeting à 16 heures et manif) nombreux seront les travailleurs qui débrayeront ce jour-là en soutien.

Cependant ce soutien actif ne passera pas à un degré plus offensif :

pour la solidarité, on a démontré d'abord à nous-mêmes qu'on n'était pas des machines juste bonnes à tenir la chaîne. Ce que le patron voudrait qu'on soit !»

Un succès appréciable... d'abord une victoire sur le patron

Dans cette période difficile où les luttes ne gagnent souvent que quelques miettes, ce qu'ont obtenu «les Chaffoteaux» est loin d'être négligeable. Plus qu'un succès financier, il s'agit d'abord pour ces ouvriers d'une victoire sur le patron, un patron de choc qui du début à la fin a claironné son intransi-

gence mais que les ouvriers déterminés ont réussi à faire reculer. Affrontant en fait une véritable coalition du patronat local, groupé derrière son chef de file Thiéry, le succès des Chaffoteaux représente un acquis important pour l'ensemble de la classe ouvrière du département, largement solidaire.

... Mais surtout une victoire dans leurs propres rangs

En démarrant cette lutte, les travailleurs tenaient une gageure. Ils savaient dès le départ que cette lutte serait longue et difficile. Avoir su maintenir l'offensive et la combativité jusqu'à la fin, représente

un succès dans leur propre rang. Les travailleurs sont renforcés de cette lutte, plus soudés, et c'est sans doute cela qui leur apparaît comme très important.

S'être doté d'une organisation de lutte, avoir libéré les initiatives et impulser une large popularisation

Il ne s'agissait pas d'une unité de surface à rapporter au seul plan de l'intersyndicale (CGT, CFDT, FO) mais d'une unité forgée à la base. Pour ce faire, les travailleurs se sont dotés d'un outil efficace : les commissions. Il s'agit d'une initiative venant d'eux-mêmes comme ils le rappelleront avec force. Lieu vivant d'où sont parties les initiatives les plus positives (ex : commission Femmes) les propositions les plus combatives (blocage du magasin d'exposition) et à partir duquel a été impulsée la popularisation et la solidarité (Fest-noz, liens avec les Paysans-Travailleurs) ces commissions ont été le réel moteur de la dynamique de cette lutte. Véritable centre nerveux du conflit, O.G. de l'animation, ces commissions ont donné un élan nouveau à la lutte. «Nous devons rom-

pre avec les grèves traditionnelles où chacun vient faire son tour de pivot et se barre» dira ce travailleur. «Des grèves dans le style de celles que proposent généralement les directions syndicales» les anciens diront : «On n'avait jamais vu ça !»

Impulsés par les travailleurs les plus combattifs et soutenues par quelques délégués, ces commissions sont nées à la fois de la détermination et de l'esprit offensif. Elles répondaient aux carences de l'intersyndicale et matière de propositions (celle-ci n'envisageait pas le contenu des débrayages et le souci de mener une lutte active qui garde sa dynamique. C'était aussi (cf grèves traditionnelles) une certaine prise de conscience de la ligne de conduite des syndicats en particulier de leur

Les directions syndicales : coup de frein et attentisme

Les directions syndicales seront relativement confiantes vis-à-vis de ces travailleurs actifs. Elles auront constamment une double attitude : essayer de freiner certaines luttes, ou alors demeurer attentistes. Ainsi sous prétexte que c'était «casse-gueule» essaieront-elles au départ de décourager l'initiative d'un grand Fest-noz de soutien (qui connut le succès que l'on sait).

En ce qui concerne le blocage du magasin d'expéditions, l'intersyndicale montrera une grande réticence sous couvert de rester dans «la légalité». De même, elle sera partisane du fait que les jeunes puissent travailler au nom de la liberté du travail, et se refusera à engager un

débat sur cette question alors que de nombreux travailleurs s'interrogeaient sur ce problème.

D'un autre côté, elles feront preuve d'attentisme tout au long du conflit se contentant de suivre quand elles ne pouvaient pas faire autrement, mais évitant alors de contribuer à l'approfondissement des initiatives. Comme nous le dira un travailleur : «L'intersyndicale n'a jamais vraiment engagé la discussion avec les gars». Un autre renchéra : «Ils avaient constamment peur d'être débordés par la base, ils sont habitués à avoir le contrôle mais là, ils voyaient des tas de gens qui n'étaient pas délégués prendre les choses en main. Ils étaient un peu paniqués».

«Ce qui a été important ? C'est la prise de conscience !»

Sur le plan syndical cette lutte aura apporté deux enseignements. D'abord, celui de l'exigence d'une profonde démocratie. De nombreux débats ont eu lieu dans ces commissions. De la richesse de ces échanges sont sorties des initiatives positives. De nombreux travailleurs souhaitent qu'elles restent un maillon de l'unité ouvrière. Beaucoup d'entre eux se posent la question de savoir comment elles pourraient se poursuivre, et, éventuellement devenir partie intégrante de la vie syndicale à l'avenir dans la boîte.

Un autre élément est constitué par la prise de conscience que «le syndicat, c'est l'affaire de chaque travailleur» et que cette condition est à la base de l'offensive à ce niveau. «Il y a des tas de gens qui vont être plus actifs maintenant dans le syndicat» précisait cet ouvrier qui se rendait bien compte cependant que cette exigen-

ce de démocratie et que l'expression et le triomphe de points de vue combattifs étaient l'objet d'une bataille importante au sein des syndicats.

Cette unité et le soutien populaire rencontré, les travailleurs en tirent un autre enseignement, celui-là plus large, au niveau de la classe ouvrière. La solidarité rencontrée à l'extérieur, et le poids qu'a représenté celle-ci pour le succès de la lutte, leur a montré l'importance de tisser l'unité populaire. «Par exemple, j'en ai entendu plusieurs dire que désormais, quand il y aurait une collecte dans les autres boîtes, ils n'hésiteraient plus à donner. Je crois qu'après cette lutte là, les gens voient les choses autrement» précise un O.P.. Hormis la solidarité financière, très large, qui a joué un rôle important, le soutien actif des autres boîtes s'est essentiellement manifesté au cours d'une «journée départementale de

1 - D'un côté il s'agissait principalement d'une revendication sur les salaires dans la mesure où les travailleurs de la plupart des autres boîtes étaient mieux payés, ils étaient moins sensibles sur ce point.

2 - D'autre part il semble que les syndicats des autres boîtes n'aient pas engagé une mobilisation pour aller plus loin dans ce sens, en mettant en avant par exemple des revendications spécifiques.

3 - Les travailleurs de chez Chaffoteaux, bien qu'ils aient largement popularisé leur lutte sur les autres boîtes (panneaux, discussions, etc.) n'ont pas donné vraiment à leur conflit un caractère plus général. Ils ont surtout circonscrit leur lutte à leurs problèmes spécifiques.

4 - Enfin, comme le dira un Chaffoteaux : «On a un peu payé le soutien qu'on n'avait pas toujours su apporter aux autres par le passé». Selon lui cependant, s'il y avait eu un «coup dur», les travailleurs des autres boîtes locales auraient bougé. «Ils attendaient pour voir la tournure des événements».

«Ca ne sera plus comme avant !» pensent dans l'ensemble les travailleurs que nous avons rencontrés qui vont s'employer à populariser encore cette lutte et faire en sorte que ses enseignements positifs servent aux autres travailleurs. «L'important, ça a été la prise de conscience» concluait un O.S. Prise de conscience qu'une lutte déterminée est payante.

Prise de conscience que «l'unité c'est notre force». Mais aussi, au fil des initiatives que chacun a pu proposer pour apporter sa contribution à la popularisation. «Prise de conscience de la richesse qu'on représentait ! En faisant des choses, par exemple des objets qu'on vendait

Pour conclure, nous avons abordé avec quelques travailleurs la question de l'attitude des partis de «gauche» à l'égard de cette lutte. Plus particulièrement du PCF. «Le PCF a été débordé» diront des O.S. qui avaient compris la mesure du caractère «électoral» du soutien de ce parti (dans une boîte où, pourtant, ses forces ne sont pas négligeables). Un PC qui bien avant la fin appellera à «des négociations rapides pour éviter le pourrissement» montrant sa volonté de brader la lutte à un moment où, loin de faiblir, la détermination et la combativité étaient intactes.

Certes au cours d'une lutte longue et dure des problèmes se posent. Le PCF les brandissait pour essayer aussitôt de faire baisser les bras aux travailleurs, et les décourager. C'est une autre démarche qui a été adoptée de l'intérieur même de la lutte, celle qui consiste à résoudre une par une les difficultés rencontrées.

Le PCF a essayé de se servir de ce conflit pour redorer son blason dans une ville où il a beaucoup perdu ; brassant beaucoup d'air, multipliant les communiqués. Il aura bien montré qu'il prenait prétexte de ce conflit pour servir ses propres intérêts et que loin de se soucier des travailleurs, il en profitait pour régler ses comptes avec le PS. Cet épisode, du reste, a dégouté de nombreux grévistes.

La lutte exemplaire des «Chaffoteaux» a été riche d'enseignements. Certes bien des limites sont apparues, certains obstacles n'ont pas été surmontés (ainsi la commission Femmes est-elle restée minoritaire). Cependant les jalons qui ont été posés là, représentent un acquis positif pour la classe ouvrière briochine, et ne seront pas perdus. Ils renforceront la détermination, dans ce département, où 1979 sera une année pleine de lourdes menaces sur l'emploi.

Conseil des Neuf : la Grèce dans la CEE en 1981

MAINTIEN DES MONTANTS COMPENSATOIRES

Deux décisions résultent du dernier Conseil des ministres des Neuf. D'une part, l'accord pour l'entrée de la Grèce dans le Marché commun au 1^{er} janvier 1981; d'autre part, le refus allemand de démanteler les montants compensatoires, dont la disparition était pourtant prévue pour les deux ans à venir.

L'accord sur l'entrée de la Grèce dans le Marché commun n'est pas, à vrai dire, une surprise. Cela fait plus de deux ans que les négociations en vue de cette adhésion étaient en cours. Rappelons quelques dates-clé :

— En juillet 1961, est signé un accord d'association entre la Grèce et la CEE. Il entre en vigueur le 1^{er} novembre 1962. Cet accord prévoyait la mise en place d'une union douanière : la Grèce peut exporter librement, depuis le 1^{er} juillet 1968, ses produits industriels et la quasi-totalité de ses produits agricoles en direction de la CEE. Dans l'autre sens, elle devait progressivement supprimer tous les droits de douane sur les importations en provenance de la Communauté, dans un délai de 12 ans pour certains produits, et de 22 ans pour les autres. Les droits de douane ont été abolis pour la première catégorie de produits le 1^{er} novembre 1974. Pour les autres, ils bénéficient d'une réduction de 44 % des droits de douane appliqués aux produits des pays non-membres de la CEE ;

— 21 avril 1967 : coup d'Etat des colonels ; l'accord d'association est limité à sa «gestion courante». Les prêts de la banque européenne d'investissement restent bloqués. Des négociations sont toutefois engagées pour élargir l'accord conclu avec l'Europe des six à l'Europe des Neuf.

— 17 septembre 1974 :

le Conseil des ministres des Neuf décide de poursuivre le développement de l'accord d'association, à la suite de la chute du régime des colonels. Un prêt de la banque européenne d'investissement, bloqué depuis 1967, est mis à la disposition de la Grèce.

— 12 juin 1975 : la Grèce pose sa candidature pour devenir membre à part entière du Marché commun.

Les obstacles qui subsistent sont de plusieurs ordres. D'une part, des obstacles politiques, liés au conflit sans cesse latent entre la Grèce et la Turquie à propos de Chypre. La CEE craignait de se voir obligée de prendre position en cas d'une renouveau du conflit. Des assurances ont été données du côté grec sur ce point.

Au niveau des problèmes économiques liés à la levée totale des droits de douane pour les produits agricoles en direction des Neuf, certains pays particulièrement la France et l'Italie, craignent la concurrence grecque dans certains domaines particuliers : pêches et tomates fraîches ou concentrées. Un accord est intervenu pour la durée de la période de transition qui sera de cinq ans, portée à sept pour certains produits. C'est également un délai de sept ans qui est retenu pour l'application de la libre circulation des travailleurs. Le problème est particulièrement sensible pour les travailleurs grecs, nom-

breux en Allemagne fédérale.

Le traité d'adhésion doit être signé avant juin, et soumis à la ratification des parlements des Neuf pays de la CEE et de la Grèce. Précisons qu'en Grèce, les partis socialiste et révisionniste sont hostiles à l'entrée de leur pays dans le Marché commun.

Dans le cadre des candidatures des trois pays de l'Europe du Sud, on prévoit l'adhésion, dans un délai plus éloigné, du Portugal, puis de l'Espagne. Pour ces deux derniers pays, les négociations seront plus épineuses, et les controverses sont plus vives.

MONTANTS COMPENSATOIRES MAINTENUS

Lors de la négociation sur le système monétaire européen, le représentant français avait fait savoir qu'il entendait que la mise en place du système monétaire européen, entraîne la suppression progressive, sur un ou deux ans, du système des montants compensatoires, qui pénalise les exportations de produits agricoles des pays à monnaie faible. Alors qu'on pensait généralement qu'un accord était intervenu sur ce point, le ministre de l'Agriculture allemand, Josef Ertl, a notifié son refus de voir le système démantelé. Les allemands continueront donc d'être favorisés à l'exportation. Cette question des montants compensatoires est à l'origine du mouvement des éleveurs de porc des derniers jours. On en reparlera donc dans l'année qui vient.

François NOLET

En bref... En bref... En bref... En

OUVERTURE

Mauroy, député-maire de Lille, sera reçu, à sa demande, par Giscard au début du mois de janvier. Il avait sollicité cette entrevue en tant que président du Conseil régional du Nord-Pas-de-Calais, pour évoquer la question de l'emploi dans la région.

COHN-BENDIT EN FRANCE

L'ex-leader étudiant de mai 1968, interdié de séjour en France depuis plus de 10 ans, est autorisé à rentrer en France. L'ancien contestataire, qui

semble s'être assagi, avait sollicité la médiation des dirigeants syndicaux. Bergeron avait intercedé en sa faveur, de même que Séguin, qui, dans le temps, ne le connaissait pas.

INDEMNISATION DU CHOMAGE : VOTE REPORTE

Le projet de loi gouvernemental portant sur la réforme de l'indemnisation du chômage a été adopté, avec quelques amendements, par les députés. Mais les sénateurs ont refusé de discuter du texte en hâte. Ils siégeront

le 3 janvier pour donner leur avis.

FAUX CHOMEUR

Le fils de M. Boulin, ministre du Travail, cherche du boulot. Il vient de refuser un poste que lui proposait l'ANPE. Boulin fils postulait un emploi de maître-nageur : on lui a proposé une place de plongeur.

POLOGNE

Le journaliste français, Philippe Ries, qui avait été arrêté en Pologne pour «diffamation et espionnage» a été libéré samedi.

Denise Pavil internée abusivement LE PREFET CONTRAINT DE CEDER

Le 1^{er} décembre 78, éclate une dispute familiale chez les Pavil, entre Denise et ses parents. Le père fait appel à Police secours. Sans le savoir, il venait de mettre en route un terrible appareil. Les flics interviennent brutalement, et font une importante luxation du coude à Denise. Les policiers décident alors de la

conduire à l'hôpital J. Verdier de Bondy. Denise n'y tient pas, étant déjà passée dans cet établissement trois mois auparavant pour un accident de la route. Les flics la mènent alors directement à l'infirmerie psychiatrique de la préfecture de police de Paris, où un placement d'office est décidé, et Denise devra être dirigée sur l'hôpital

psychiatrique de Villevard. Cependant, sa luxation nécessite des soins, elle est dirigée dans ce but sur l'hôpital Sainte Anne.

Les médecins déclarent alors que Denise n'a rien à faire dans un service psychiatrique. La demande de levée du placement d'office attendra cependant 15 jours. Pendant ce temps, Denise se fait soigner, dans des conditions déplorables pour sa luxation. Mais la demande de levée s'éternise entre les différents services de Sainte Anne, et de l'hôpital de Villevard.

Denise, ses parents, indignés par ce qui est arrivé à leur fille, demandent l'application de l'article L. 351 du code de la santé publique qui stipule que toute personne internée peut se pourvoir pour demander la sortie immédiate. Le GIA (groupe information asiles) saisit de son côté les présidents des tribunaux de grande instance de Bobigny et de Paris, ainsi que les procureurs de ces deux villes.

Le préfet était obligé de céder, devant la mobilisation, et devant la décision du tribunal de nommer un expert. Il levait son placement d'office vendredi soir, mais le directeur de l'établissement, refusait néanmoins de libérer Denise avant samedi matin.

La mobilisation a une nouvelle fois permis de faire reculer l'application de la poussiéreuse loi de 1838 qui pèse toujours de son intolérable arbitraire. Cette loi qui menace n'importe quel individu sur le bon vouloir d'une autorité quelconque (maire, préfet...) ne saurait être tolérée. Chacune de ses applications arbitraires doit être une lutte pour son abrogation.

FAUSSE MONNAIE :

Neuf personnes ont été inculpées dans la région de Marseille, après que des flics aient découvert un atelier de fabrication de faux billets. L'atelier était installé dans un cabanon d'une maison de retraite dont le responsable, Tasani, a été à plusieurs reprises candidat UDR. Les enquêteurs pensent en outre que cette affaire pourrait avoir un lien avec la tuerie du bar du Téléphone à Marseille, où une dizaine de personnes avaient été abattues.

Dans le secteur sanitaire et social des Vosges : plusieurs établissements en difficulté

Nous publions ci-dessous une correspondance de l'UL CGT de la vallée de Rabodeau sur l'application régionale des nouvelles réformes en matière sanitaire et sociale. Faute de place nous la publions en deux fois, la suite de cet article sera donc dans notre prochaine édition.

Depuis la dernière réforme hospitalière de 1970 et les lois sociales de 1975, la carte sanitaire et le secteur social se réorganisent dans la région de Saint-Dié. Ces réformes prévoient une centralisation du contrôle de l'adaptation (physique ou sociale) au moindre coût, comme l'a affirmé le ministre de la Santé à Dinard en septembre dernier : «Le temps est venu d'une transformation de l'esprit de contrôle et de l'affinement de ses méthodes» et «il faut savoir fermer des services d'enfants et de convalescents quand ils deviennent inutiles».

Il s'agit de rentabiliser ces secteurs sur la base du rapport Nora-Ortolini de 1967 qui réclame une gestion de type industriel. En plus du contrôle social grâce à l'informatique (projets Gamin et Audass), les secteurs sanitaire et social vont être de plus en plus rentabilisés :

- rentabilisation des structures d'accueil (prix de journée devant être agréés par les DDASS notamment),
- rentabilisation des handicapés (par l'intermédiaire des commissions d'orientation, CDES pour les enfants, COTOREP pour les adultes). C'est l'exemple du système de sous-traitance d'entreprises par les centres d'Aide par le Travail où le salaire de l'handicapé ne doit jamais dépasser 110 % du SMIC.

C'est dans ce contexte que plusieurs établissements du secteur de Saint-Dié vont être éliminés à plus ou moins longue échéance :

- fermeture du préventorium Abel-Ferry de Saint-Dié, le 31.12.78,
- fermeture du foyer «Le Beillard» (pour cas sociaux) de Gérardmer, le 31.12.78,
- fermeture ou réorientation de la maison d'enfants à caractère sanitaire spécialisé «La Combe» à Senones, appartenant à la CRAM de Nancy, prévisible à la fin de l'année scolaire en cours.

Pourtant, au vu d'un rapport de la DDASS des Vosges de mars 1978, les besoins de structures sanitaires et sociales existent : pour les handicapés mentaux, sensoriels et moteurs notamment. Mais aussi dans les secteurs plus ou moins spécialisés comme la toxicomanie, les mères célibataires, le secteur psychiatrique (l'hôpital de Ravenest est saturé et le secteur de Saint-Dié ne possède aucune structure dans ce domaine).

Aussi, plusieurs questions se posent sur la réorganisation dans la région : pourquoi fermer des structures ouvertes récemment alors que les besoins existent, nécessitant peu de transformations ou même aucune ? Pourquoi parler de rapprochement des handicapés de leur famille (selon la loi d'orientation de 1975), alors que des handicapés sont plutôt éloignés (comme c'est le cas pour les asthmatiques et les diabétiques) ?

Union locale CGT
Vallée de Rabodeau

Rétrospective 1978

L'IMPERIALISME FRANÇAIS DANS LE MONDE, EN 78

Des expéditions militaires aux voyages présidentiels

DES «AMBITIONS AFRICAINES» !

Interventions militaires au Tchad, au Zaïre, au Sahara, nombreuses visites de chefs d'Etat africains à Paris, et des voyages de Giscard en Afrique : en Côte d'Ivoire, Guinée, l'année 78 a vu l'impérialisme français s'activer en Afrique. Disposant encore de bases militaires sur ce continent la France a été, en 78, la seule grande puissance occidentale à y intervenir directement, s'appuyant sur les accords de «coopération» militaire, les relations économiques, culturelles, ou autres maintenues avec divers pays, qui donnent à l'impérialisme français, un atout non négligeable vis-à-vis d'un certain nombre de gouvernements africains qui redoutent l'avancée des mouvements populaires dans leurs pays, et qui, par ailleurs, sont inquiets de l'offensive de l'URSS en Afrique. Dès le 1^{er} janvier Giscard, dans son discours au corps diplomatique, annonçait la couleur : poser en protecteur de la stabilité de l'Afrique, en vue d'y renforcer la présence de l'impérialisme français et de l'étendre à d'autres pays africains, hors des limites de ses anciennes colonies.

SAHARA, TCHAD, ZAÏRE : EXPÉDITIONS MILITAIRES

Au Sahara, l'impérialisme français a continué sa politique interventionniste pendant les premiers mois de l'année, protégeant avec ses mercenaires le

chemin de fer de Zouérate qui transporte le minerai de fer mauritanien jusqu'à la côte atlantique, et bombardant à plusieurs reprises les combattants du peuple sahraoui, en lutte pour son indépendance contre le Maroc et la Mauritanie. Il a persisté ainsi dans une politique d'agression commencée dès la fin de 1977 sous prétexte de «protéger les ressortissants français» en Mauritanie. Il n'a cependant pu empêcher que les victoires remportées par le Front Polisario n'entraînent la chute d'Ould Daddah en juillet et l'instauration d'un gouvernement mauritanien plus prêt à se retirer du conflit.

Au Tchad, l'intervention française a connu une brutale recrudescence à partir d'avril, avec l'envoi de dix Jaguars et de plusieurs milliers d'hommes pour soutenir le gouvernement central contre une offensive du Frolinat. Le 2 juin, les Jaguar français bombardèrent une palmeraie à Ati, faisant plusieurs centaines de morts parmi les opposants au régime de Malloum.

Au Zaïre, l'impérialisme français qui était déjà intervenu en avril 77, lors de la première guerre du Shaba pour transporter sur le terrain des troupes marocaines est intervenu cette fois directement. Envoyés le 23 mai à Kolwezi, les paras français ont secouru le régime de Mobutu, menacé par l'action des hommes du FNLC de M'bumba. Sous prétexte d'une protection

des Français et d'une «action purement humanitaire», les hommes du tortionnaire Erulin se sont livrés à une véritable chasse à l'Africain et à des ratissages dans les pures traditions de la guerre coloniale.

Profitant de l'intervention croissante du social-impérialisme en Afrique, de ses tentatives multiples de subversion et de division du continent, l'impérialisme français par son intervention au Zaïre, a cherché outre la défense de ses relations privilégiées avec le régime de Mobutu, à apparaître comme un protecteur obligé des régimes africains en place.

LES LIMITES

L'impérialisme français a donc montré qu'il n'hésitait pas à perpétuer ses traditions contre les peuples. Pour autant, il ne s'agissait pas pour lui de se lancer dans une sorte de «reconquête coloniale» à laquelle le rapport des forces à l'échelle mondiale lui interdit de songer.

Ces limites se sont manifestées, y compris du point de vue logistique, dans la relativité de l'autonomie et des capacités des forces d'intervention françaises.

De plus, rien n'indique que l'impérialisme français ait remporté, par ses interventions militaires, des avantages durables, en Afrique et qu'il ait réussi, comme il l'espérait à se faire reconnaître comme pivot indis-

pensable des relations entre l'Occident et l'Afrique. Tout en recevant un appui logistique limité des Etats-Unis, Giscard n'a guère obtenu de consensus de la part des pays membres de l'OTAN. Par exemple, alors que les paras français intervenaient, les paras belges apparaissaient beaucoup moins «offensifs», leur gouvernement tentant de négocier directement avec le FNLC de M'bumba.

A l'occasion de l'intervention au Zaïre, Giscard a tenté de faire accepter aux pays africains, le principe d'une «force d'intervention africaine», qui serait patronnée par la France. C'est ce qu'il a voulu faire admettre mais sans succès, par la conférence franco-africaine réunie fin mai, à Paris. Le projet accepté par certains, tels Houphouët-Boigny (Côte d'Ivoire) ou Senghor (Sénégal), a été rejeté par la majorité des participants — surtout franco-phones — de la conférence.

LA FACE DIPLOMATIQUE

Dans les mois qui ont suivi l'intervention au Shaba, l'impérialisme français a tablé sur les paras mais aussi, sur sa diplomatie, a poursuivi ses ingérences en tentant de se poser en médiateur, notamment au Tchad et au Sahara. En décembre, le voyage de Stirn en Sierra-Leone et au Libéria, a abouti à l'association de nouveaux pays à la conférence franco-africaine. Quant au

voyage que Giscard vient d'effectuer en Guinée, il scelle la réconciliation avec un pays qui, dès 58, avait exigé l'indépendance, en votant Non au référendum gaulliste, et qui depuis cette date s'était tenu à distance de la France.

L'impérialisme français a maintenu ses importantes relations avec l'Afrique du sud, ce qui fait obstacle au développement de ses relations avec les pays d'Afrique australe, d'autant qu'il a été partie prenante des manœuvres des impérialismes occidentaux contre les peuples de cette région.

A l'occasion de la visite du président du Kenya, en France, en novembre, Giscard a proposé de patronner une conférence des pays de l'est africain, du Soudan au Kenya, mais cette tentative n'a pas rencontré d'écho jusqu'ici. En fait, l'impérialisme français, qui dispose toujours de la base militaire de Djibouti, n'est pas apparu en mesure de peser sur la situation dans la Corne de l'Afrique, à l'heure de l'offensive soviétique en Erythrée.

Ces limites l'amènent, malgré le jeu propre dont il s'est montré capable, à tenir compte davantage de ses partenaires européens et des Etats-Unis, à se lier plus à leur politique. Ces limites sanctionnent une incapacité à développer, comme les super-puissances, une politique globale, à l'échelle du continent.

De la conférence sur le désarmement à la visite de Gromyko

UNE MARGE DE MANOEUVRE ETROITE

Le 24 octobre dernier, pour définir son attitude à l'égard des USA et de l'URSS, Giscard assurait : «Personne ne prépare d'agression nucléaire». Lui-même s'était donné un démenti en mai 1978 quand à la tribune de l'Assemblée générale extraordinaire de l'ONU sur le désarmement il mettait en cause le danger que font peser les USA et l'URSS en poursuivant la course aux armements et en accumulant en Europe le plus gigantesque stock d'armements de l'histoire. Parallèlement aux pays du Tiers Monde il dénonçait la domination exclusive que les Etats-Unis et l'URSS s'étaient assurée dans les forums sur le désarmement. A l'issue de cette assemblée extraordinaire le gouvernement français prenait de nouveau part aux travaux du comité sur le désarmement qui a été profondément modifié : une participation élargie et l'institution d'une présidence assurée à tour de rôle par les participants ont réduit les contrôles exclusifs que s'étaient octroyés les USA et l'URSS.

Pour autant, les pressions des superpuissances, qui ont pour effet de restreindre les limites dans lesquelles l'impérialisme français comme les autres impé-

rialismes secondaires, peut prétendre à l'indépendance, ne sont pas réduites. Et le déroulement du voyage de Carter en France, en janvier 78, la participation au système de télécommunication de l'OTAN décidée en novembre, la mise en œuvre de réformes de l'armée dans le cadre de la stratégie dite de la «bataille de l'avant» semblent confirmer l'infléchissement atlantique que Giscard a imprimé à sa politique étrangère, en réponse à la croissance de la puissance soviétique.

LE CHAUD ET LE FROID DE MOSCOU

Le chaud et le froid ont soufflé sur les relations franco-soviétiques. En juin une visite «d'amitié» du ministre soviétique de la Guerre est annulée par Moscou : coup de semonce à la suite de l'intervention française au Zaïre. En octobre, à la grande commission économique franco-soviétique s'amorçait ce qui reçut le nom de «réchauffement» : en fait la délégation soviétique posait des conditions politiques à peine voilées à l'exécution des contrats passés avec la France, un an auparavant. L'acceptation française permettait à Gromyko de venir à son tour à Paris pour y

réitérer les exigences soviétiques ouvertement formulées depuis décembre 1976 : une modification de la politique de défense française dans le sens de son affaiblissement, un engagement de la part de Paris de promouvoir la «détente militaire» en Europe que Moscou exige de l'OTAN.

Les signatures apposées en 77 par la France sur les déclarations à propos de la «détente» et de la «non-prolifération» ou son refus de s'associer aux représailles économiques contre l'URSS envisagées au cours de l'été 78, par Carter, à la suite du procès Chicharansky, n'avaient nullement suffi à satisfaire Brejnev.

UNE PLACE MALGRÉ L'EMPRISE US

Bien qu'il n'ait été en mesure de prendre aucune initiative originale à l'égard du Tiers monde, Giscard n'en a pas moins développé une diplomatie très active y compris, en dehors même de ses zones traditionnelles d'intervention. Au Moyen Orient, il a pu ainsi tenter de jouer un rôle tant au Liban, où il a fourni un important contingent de casques bleus, qu'avec l'Egypte ou la Jordanie et l'Arabie séoudite,

avec lesquels il a entretenu toute l'année d'importantes consultations. En Asie, il a cherché à développer des relations avec le Vietnam, avec les pays de l'ASEAN (voyage de Guiringaud).

Il est le premier pays occidental à avoir signé un accord économique à long terme avec la République populaire de Chine, le 4 décembre 1978. En Amérique latine, en septembre 1978, Giscard effectuait un voyage au Brésil. En décembre, les relations avec le Mexique prenaient un essor important. Deux soucis dominent ces relations étendues : d'une part gagner un certain nombre de marchés là où ils sont en expansion afin de se trouver en bonne place dans la bataille internationale qui s'annonce pour 79, et d'autre part, étendre le plus largement possible les relations politiques de

l'impérialisme français lorsque les pressions des deux superpuissances se font plus sensibles, sans pour autant heurter celles-ci de front.

Les initiatives prises au cours de l'année 78, et notamment lors du sommet de Bruxelles en décembre, la proposition franco-allemande, de mettre en place un système monétaire européen destiné à relancer l'Europe, vont dans le même sens, au risque parfois sur une question limitée comme les négociations commerciales mondiales, d'avoir à se livrer à un marchandage serré avec les USA.

Si Giscard cherche à maintenir les ambitions de l'impérialisme français, il ne le peut qu'en composant avec les USA, et en trouvant un appui au sein de l'Europe, notamment auprès de l'Allemagne.

Janvier 1978 : Carter à Paris

Mai 1978 : Assemblée de l'ONU sur le désarmement

Juin 1978 : Moscou annule la visite de son ministre de la Défense

Septembre 1978 : Giscard au Brésil

Octobre 1978 : Grande commission franco-soviétique, Gromyko à Paris.

Novembre 1978 : Le sommet européen de Bruxelles décide la création du système monétaire européen.

Rétrospective 1978

LES PEUPLES FACE A LA RIVALITE
DES DEUX SUPERPUISSANCESLa guerre de Brejnev
en Erythrée

Au début du mois de décembre le Front populaire de libération de l'Erythrée dénonçait «la complicité plus ignoble qu'ait connue notre peuple au cours de son histoire... L'URSS s'empresse d'asseoir sa domination. Ses intérêts stratégiques justifient qu'elle fasse table rase des droits nationaux de notre peuple». L'agression soviétique contre le peuple érythréen avec la participation de 12 généraux et 2 000 conseillers russes, de milliers de soldats cubains, en novembre et décembre, a marqué une nouvelle étape dans la politique d'agression et de subversion du social-impérialisme contre les peuples.

Ce peuple érythréen, aguerri par une longue lutte armée contre la colonisation éthiopienne et l'impérialisme américain, oppose aujourd'hui une vigoureuse résistance à la superpuissance soviétique.

Des exemples
d'une résistance multiple

En août, la réunion ministérielle des non-alignés a mis en échec une tentative de Cuba, du Vietnam, de l'Afghanistan et de l'Ethiopie de subordonner le mouvement du Tiers Monde à l'URSS. La déclaration finale rejetait «toute forme d'assujettissement, de dépendance, d'ingérence ou de pression d'ordres économique, politique ou militaire», et «toutes les formes de domination et d'hégémonie étrangères» alors que les alliés de Moscou avaient violemment attaqué l'anti-hégémonisme qualifié par eux de «manœuvre de la réaction, de l'impérialisme et du colonialisme». La conférence décidait d'inclure dans ses actes l'appel de Tito : «Les pays non-alignés ne doivent pas permettre à quiconque de mettre en danger la solidarité du mouvement... Nous sommes témoins de tentatives visant à établir, dans des régions vitales du monde non-aligné, surtout en Afrique, de nouvelles formes de dépendance des blocs, d'influence étrangère et de domination. Nous devons, unis, résister à ces tentatives». Il rejetait ainsi les attaques grossières qualifiant la Chine d'«ennemi des non-alignés et principal fauteur de guerre» et désignait les vrais dangers : les entreprises de l'URSS dans le Tiers Monde et le maintien de la domination US.

Cette riposte aux attaques dont est victime le mouvement des pays du Tiers Monde a été dans le droit fil de la session extraordinaire de l'ONU, tenu en mai, à la demande des non-alignés, et au cours de laquelle ont été dénoncées les principaux responsables de la course aux armements : l'URSS et les USA.

En novembre, la Roumanie en refusant le renforcement du pacte de Varsovie, tout en révélant sa nature agressive, contribué à la résistance aux prétentions hégémoniques de l'URSS, tandis que le resserrement de ses liens avec la Yougoslavie, marqué par la rencontre Tito-Ceausescu du 17 novembre, était fondé sur la défense «des aspirations des peuples et des Etats pour un développement libre et indépendant» qui «s'oppose à la tendance à intensifier l'intervention extérieure et à établir des sphères d'influence».

Et le voyage du président chinois Houa Kouo-feng en août 78, a souligné la place de la République populaire de Chine dans le combat anti-hégémonique.

En août également, la signature du traité sino-japonais, qui contient une clause anti-hégémonique, constitue un élément important dans la lutte contre l'hégémonisme.

Alors que l'année 1978 a vu se poursuivre les négociations SALT entre l'URSS et les Etats-Unis, dont la conclusion est constamment retardée depuis avril 77, la course aux armements s'est poursuivie à vive allure.

Celle-ci témoigne de la rivalité entre les superpuissances, plus aiguë en Europe, et sensiblement accrue dans les autres régions du monde, réunissant progressivement les conditions d'une crise plus ouverte entre elles.

S'en prenant violemment à la République populaire de Chine, l'URSS cherche à alimenter l'idée selon laquelle les problèmes essentiels du monde résideraient actuellement dans les relations URSS - Chine. Il s'agit notamment pour l'URSS d'essayer de diviser les forces qui luttent contre les prétentions hégémoniques des superpuissances, et de

En Europe

En février 1978, les participants à la conférence sur la sécurité et la coopération en Europe quittaient Belgrade, après plusieurs mois de discussions relatives à la mise en œuvre et au développement des décisions prises à Helsinki. C'était l'échec : rendez-vous était pris pour 1981 à Madrid. Mais aucune proposition nouvelle n'était acceptée. Les Etats-Unis, ayant retiré moins d'avantages que l'URSS de la conférence d'Helsinki, ont fait barrage aux nouvelles propositions du Kremlin notamment celles réclamant une prétendue «détente militaire». Ces propositions, prévoyant en particulier l'engagement réciproque de renoncer à l'utilisation en premier de l'arme nucléaire, ainsi qu'au développement de la bombe à neutrons, et la décision de ne pas élargir les alliances militaires, ont été un leitmotiv de la diplomatie soviétique en Europe.

A la Conférence de Vienne sur la réduction mutuelle des forces en Europe (MBFR), les Soviétiques ont présenté, en juin, un plan dans lequel ils acceptent le principe de parvenir à une parité des effectifs comme le réclament les USA depuis plusieurs mois. Mais ils prétendent disposer de 150 000 hommes de moins que ne leur en attribue le décompte occidental. De ce fait, la conférence est toujours au point mort comme à son début, en 1973, tandis que

les arsenaux militaires soviétiques et américains s'accroissent en Europe. La «détente militaire» a également été au centre du voyage de Brejnev effectué en RFA, en mai. Par la signature d'importants accords économiques, celui-ci a cherché à encourager un renforcement de l'Ostpolitik.

En novembre, le refus du président roumain Ceausescu d'accepter les propositions soviétiques mettait en lumière le sens des décisions prises par Moscou d'augmenter les budgets militaires et d'intégrer plus étroite-

ment les forces du pacte :

«soumettre plus étroitement les pays Est-européens, exercer une pression militaire accrue sur les pays ouest-européens. Bien que non entérinées officiellement par le pacte, ces décisions entrent dans les faits : les accords bilatéraux et les moyens de pressions soviétiques ont amené la RDA, la Tchécoslovaquie et la Bulgarie à accroître leur budget militaire.

Au début de l'année, la perspective des élections en France et d'une participation

du PCI au gouvernement en Italie, alors que les partis dits «eurorévisionnistes» et tout particulièrement le PCF, ont fait preuve d'une grande convergence de vues avec Moscou en ce qui concerne la politique étrangère ont conduit Washington à brandir ouvertement la menace de représailles à l'encontre de l'Italie au cas où le PCI viendrait au pouvoir.

Profitant de la croissance de la pression soviétique, et des craintes qu'elle suscite, l'impérialisme américain a cherché à renforcer son emprise sur l'Europe occidentale, essayant de faire valoir ses points de vue auprès des impérialismes européens.

Ainsi, en imposant aux pays membres de l'OTAN, lors du sommet de cette organisation, qui s'est tenu en mai, à Washington, un plan prévoyant notamment l'augmentation de 3 % en termes réels de leurs budgets militaires. Ceci, alors que les «scénarios» américains sur la guerre, rendus publics, ou les positions US sur la bombe à neutrons révélaient le marchandage dont l'Europe pourrait être l'objet de la part des USA, dans un conflit avec l'URSS. En juillet, au sommet occidental de Bonn, les Etats-Unis faisaient entériner leur propre politique économique. Depuis novembre, dans le cadre des négociations sur le GATT, ils ont tenté de contraindre les Européens à accepter sans contrepartie, leurs exigences sur le commerce international.

Profitant de la croissance de la pression soviétique, et des craintes qu'elle suscite, l'impérialisme américain a cherché à renforcer son emprise sur l'Europe occidentale, essayant de faire valoir ses points de vue auprès des impérialismes européens. Ainsi, en imposant aux pays membres de l'OTAN, lors du sommet de cette organisation, qui s'est tenu en mai, à Washington, un plan prévoyant notamment l'augmentation de 3 % en termes réels de leurs budgets militaires. Ceci, alors que les «scénarios» américains sur la guerre, rendus publics, ou les positions US sur la bombe à neutrons révélaient le marchandage dont l'Europe pourrait être l'objet de la part des USA, dans un conflit avec l'URSS. En juillet, au sommet occidental de Bonn, les Etats-Unis faisaient entériner leur propre politique économique. Depuis novembre, dans le cadre des négociations sur le GATT, ils ont tenté de contraindre les Européens à accepter sans contrepartie, leurs exigences sur le commerce international.

Les Balkans disputés

Le 23 juin 1978, le premier ministre turc signait un document politique de bon voisinage et de coopération avec l'URSS dans lequel les deux parties s'engagent à «œuvrer avec esprit de suite à l'approfondissement du processus de détente». Moscou poursuivait aussi sa tentative de neutralisation de la Turquie et de démantèlement du flanc sud de l'OTAN. Carter quant à lui, décidait la levée de l'embargo sur les armes à destination de la Turquie qui était en vigueur depuis l'invasion de Chypre en 1974. Profitant du mécontentement que cette mesure américaine soulevait en Grèce, l'URSS invitait alors pour la première fois à Moscou le ministre grec des Affaires étrangères, qui reprenait à son compte, dans un communiqué du 10 septembre, les principales propositions soviétiques sur la détente. Le 22 octobre, l'adjoint du Cyrus Vance se rendait en Grèce pour lui demander de réintégrer l'OTAN.

L'URSS a manifesté son opposition à la concertation des pays des Balkans, par la voix notamment de la Bulgarie, celle-ci prétendant que les réunions entre eux doivent se faire en présence de pays extérieurs à la région avec lesquels ils ont des alliances. Elle a ainsi cherché sans résultat à ruiner les efforts conjoints de la Roumanie et de la Yougoslavie.

Dans le Tiers Monde

En janvier et février 1978, Petrov et d'autres généraux russes, dépêchés en Ethiopie ont dirigé la guerre de l'Ogaden, infligeant une défaite aux Somaliens. 15 % de la flotte aérienne soviétique avait réalisé un des plus gigantesques ponts aériens de l'histoire, pour débarquer en Ethiopie en quelques semaines, 61 000 tonnes d'armes, d'une valeur de un milliard de dollars, soit l'équivalent de plus de 10 ans d'aide militaire américaine à Haïlé Selassié. Un sixième des forces armées cubaines est utilisé aujourd'hui par l'URSS en Afrique, alors même que les conseillers soviétiques établissent un contrôle plus étroit sur Cuba où en novembre 1978 des MIG 23 ont été livrés en même temps qu'au Vietnam.

En mai 78, l'URSS a appuyé l'invasion des troupes de M'bumba au Zaïre et menacé ses pays occidentaux qui intervenaient.

Du 6 au 11 juin, des manœuvres d'une ampleur sans précédent comprenant des débarquements de marines ont sanctionné l'installation de

nouvelles bases soviétiques dans les îles du nord du Japon, ainsi que la brusque croissance de la flotte du Pacifique.

Lors de la session du COMECON, en juin 1978, le Vietnam a été admis comme membre, l'Ethiopie et l'Angola étaient observateurs. L'URSS cherche ainsi à se lier plus étroitement ces pays, y compris en essayant de les détacher des organismes du Tiers Monde.

Le 4 novembre un traité «d'amitié et de coopération» était signé entre Moscou et Hanoi prévoyant une «assistance» militaire : il est venu renforcer l'aide soviétique à l'offensive déclenchée par les dirigeants vietnamiens contre le Cambodge. Peu après, un traité du même genre était signé avec l'Ethiopie, il donnait le signal d'une nouvelle agression d'une ampleur sans précédent, contre le peuple érythréen. L'Afghanistan signait à son tour un traité du même ordre qui prévoit en outre une «coopération» en vue d'assurer la «sécurité» en Asie, c'est-à-

dire l'implication de l'Afghanistan dans les agressions perpétrées par le Kremlin.

Ainsi, Moscou vise à imposer sa présence dans des régions entières : en Afrique, dans la Mer Rouge, dans le Golfe, en Asie où il cherche d'ailleurs sans succès à encercler la Chine et à l'isoler. Ceci s'inscrit dans les visées hégémoniques de l'URSS, décidée à supplanter partout les Etats-Unis.

De leur côté, les Etats-Unis, ont, au cours de l'année 1978, renforcé leur présence militaire en Corée du Sud, sous l'appellation de «commandement commun», et continué à rejeter les propositions de règlement formulées par la République démocratique populaire de Corée. Toutefois, ils ont renoncé en décembre, au terme d'une longue négociation, à la politique des «deux Chineses». Pour normaliser leurs relations avec la République populaire de Chine, ils se sont pliés à l'essentiel de ses justes exigences, acceptant notamment de mettre fin à leur présence militaire à

Taiwan.

Sans doute, est-ce au Proche Orient qu'ils se sont montrés le plus offensif. En patronant, la signature des accords de Camp David, l'impérialisme américain a cherché à évincer plus nettement son rival soviétique de la région et à devenir le maître de la situation, à travers le précédent que constituerait la signature d'un traité de paix entre le plus grand pays arabe, l'Egypte, et Israël qui reste pour lui, une base d'agression essentielle.

En Afrique australe, les Américains ont multiplié les manœuvres pour faire obstacle à la libération des bastions racistes, préserver l'Afrique du Sud, position vitale sur la route des pétroliers.

Ils ont également cherché à tirer parti de la méfiance et des oppositions que suscite la politique soviétique par exemple ils ont appuyé la réconciliation intervenue en août, entre Neto et Mobutu, espérant en obtenir profit.

LUTTES OUVRIERES

Nanterre, Colombes, manifestations des foyers Sonacotra : «NON AUX EXPULSIONS !»

Près de 2 000 personnes ont répondu samedi dernier à l'appel des Comités de résidents des foyers de Nanterre et Colombes. Cette manifestation combative pèsera sans aucun doute dans le rapport de forces pour empêcher les 17 expulsions prévues le 26 décembre dans les foyers Sonacotra de Nanterre-deux-Tours, Nanterre-Maison et de Colombes-rue Colbert.

Comme cela arrive souvent, les élus, maires et députés PCF avaient lors de la semaine précédente porté une manœuvre de diversion en envoyant une soi-disant délégation à la préfecture après avoir pris soin de diffuser un tract sans parler du tout de la manifestation de samedi, où ils brillaient par leur absence.

Dès 10 heures, plus d'un millier de résidents se regroupèrent devant le foyer de la rue des Sorbiers à Nanterre, venus des foyers Sonacotra d'Argenteuil, Colombes, Clichy, AMFP de Villiers et bien sûr de Nanterre.

Pendant près de quatre heures, la manifestation avait emprunté, en cette veille de fête, les rues les plus animées de Nanterre et Colombes : «*Nan aux expulsions !*», «*Français-Immigrés, une seule classe ouvrière !*», «*A bas le racisme !*», ces mots d'ordre furent repris avec détermination tout le long du trajet, des interventions faites en français au bas des cités et dans les rues commerçantes pour expliquer le sens de la lutte des foyers Sonacotra et alerter les travailleurs face aux mesures Stolérou ont reçu un bon accueil : témoins, les familles dans les cités proches de l'église de Colombes écoutant attentivement, applaudissant ou même reprenant les mots

d'ordre lancés par le cortège.

Si un nombre encore trop peu important de travailleurs français, de syndicalistes avaient répondu à l'appel (UD-CFDT 92, le SGEN-CFDT 92 avaient appelé leurs adhérents à y participer), c'est à coup sûr le mérite de cette manifestation que d'avoir montré l'unité de lutte des travailleurs français et immigrés, sur des revendications communes, étant nécessaire, et que des victoires étaient possibles notamment sur le logement (Hausse des loyers, impôts locaux...).

Au terme de la manifestation qui avait suivi le trajet de près de dix kilomètres, c'est ce que résumait un employé de la RATP, affirmant : «*Des manifestations comme ça, j'en ai rarement vues, ils ont raison, dans ma cité on est d'accord avec eux, parce qu'ils ont le droit de vivre décemment, et parce que les hausses de loyers, ça nous concerne aussi.*»

Les Soloci ont à nouveau apposé les plaques de la bataille pour l'emploi

Vendredi 22 à 11 heures : comme ils l'avaient annoncé (cf QdP du 19.12) les travailleurs de Soloci, près de Thionville ont remis en place les plaques ornant le monument de la métropole du fer à Thionville.

C'est le 10 octobre qu'avait eu lieu leur première inauguration. Le 28 novembre, le maire de la municipalité PCF - PS - MRG, décidait de faire enlever les plaques par les services municipaux.

Après cette nouvelle opération, le maire a déclaré «*n'avoir pas donné son assentiment.*» C'est sans doute le moins qu'on puisse dire. Oserait-il une fois encore s'opposer à l'initiative des travailleurs en lutte qui veulent faire connaître largement leur détermination ?

Aujourd'hui, la lutte des Soloci dans une région gravement touchée par le chômage, prend un relief particulier avec l'annonce des milliers de licenciements dans la sidérurgie, dont plus de 8 000 à Sacilor-Solac. Par leurs initiatives, les travailleurs de Soloci montrent leur volonté d'unir les luttes pour l'emploi, d'unir chômeurs et travailleurs actifs. Soutenons leur lutte !

Correspondant THIONVILLE

Lyon : LES LUTTES DANS LES GRANDS MAGASINS

La Redoute : 24 filles en colère

Samedi après-midi, rue de la République, les employées de la Redoute, en grève depuis une semaine, se tiennent devant leur magasin. Les portes sont bloquées, et les grévistes dissuadent les quelques clients de faire leurs achats de Noël. Elles distribuent un tract commun Grand Bazar - Redoute.

Vendredi après-midi, les flics étaient intervenus pour dégager les portes : c'est protégés par une double haie de flics que les quelques clients avaient pu faire leurs achats. Mais l'intervention a eu l'effet inverse de celui escompté, et la plupart des clients ont refusé de faire leurs achats dans le magasin. Malgré l'in-

tervention policière, les filles sont toujours aussi dynamiques pour populariser leur lutte.

Le patron a déclaré que si le chiffre d'affaires de décembre 1978 était comparable à celui de décembre 1977, il pourrait «*faire quelque chose.*» «*Une promesse de plus, disent les grévistes. On n'y croit plus.*»

La Redoute a perdu, du fait de la grève, deux fois plus, que ne lui aurait coûté la satisfaction des revendications. Le patronat s'inquiète de cette lutte, craignant qu'un succès des travailleurs à la Redoute, ne serve d'exemple et ne fasse bouler de neige.

Grand Bazar : là aussi la lutte est engagée

Le 17 novembre, une section CFDT se constituait et, aux élections du 7 décembre, emportait 3

sièges (contre 3 à la CGT). Ce résultat était à mettre au compte d'un travail inlassable et patient de jeunes employées, face à l'inertie de la section CGT.

La section CFDT a élaboré des revendications, après consultations des travailleurs :

- 200 F pour tous ;
- Prime de transport de 82 F ;
- Récupération des jours fériés tombant un jour de roulement.

A la suite de deux réunions avec les travailleurs, un débrayage fut décidé pour le jeudi 21 à 17 h, suivi à 95 %. L'entrevue avec le patron ne manque pas de sel. Face à un patron paternaliste, complètement affolé, les employées déclaraient : «*Il ne s'est peut être rien passé au Grand Bazar depuis trente ans, mais maintenant, c'est peut être nécessaire.*»

Vendredi, nouveau débrayage, tout aussi massivement suivi. Le patron déclare : «*Avec 200 F d'augmentation, le maga-*

sin coule, et je peux mettre sur la porte : fermé pour cause de grève.» Quand les employés apprennent que les flics sont intervenus à la Redoute, elles s'y rendent en scandant : «*200 F pour tous, les patrons au SMIC.*» La conversation s'anime, on échange les expériences de lutte.

Les filles, avec la CFDT, discutent de la manière de poursuivre la lutte : faire des débrayages-surprise ou entrer en grève illimitée. Elles décident d'un débrayage le samedi à 15 h 30. Samedi matin, les chefs tentent de multiples pressions et menaces pour dissuader les filles de faire grève. A 15 h 30, le débrayage est cependant réussi, malgré les interventions intempestives de permanents CFDT qui n'ont pas pris en compte les pressions exercées par la direction. La section CFDT s'emploie à refaire l'unité des travailleuses, entamée par cette intervention.

Corres. Lyon

Sescosem Grenoble

LA CFDT CONFIRME SA POSITION MAJORITAIRE

Les élections syndicales qui ont eu lieu la semaine dernière ont confirmé les positions majoritaires de la CFDT. Celle-ci a obtenu 5 sièges de délégués du personnel contre 3 à la CGT (comme l'année précédente) et 3 sièges au CE contre 2 à la CGT. Le nombre de voix acquis par la CFDT est légèrement supérieur à l'an passé. La section CFDT a été de toutes les luttes sur l'usine, elle est très dynamique et passe souvent dans les ateliers, les ouvrières lui ont renouvelé leur confiance. Voilà qui conforte aussi les syndicalistes CFDT de la Sescosem que l'UL ne voit pas d'un bon œil et qui les taxe de gauchistes. Pourtant la section de la Sescosem est tout de même une des plus importantes sections CFDT de Grenoble.

La direction évidemment est fort mécontente de ce résultat. Déception aussi de la section CGT dont les dirigeants avaient bercé dans l'idée de battre la CFDT. La CGT avait refusé de soutenir la récente grève «des masques» ce qui a contribué à accroître son isolement.

Elle a même essayé de se servir de cette grève pour dénigrer la CFDT dans un tract intitulé : «*Oui à l'action... mais attention*», la CGT insinuait que la CFDT se servait de la grève des masques pour une campagne électorale

contre la CGT qui pensait aux élections à ce moment là. C'était aussi des attaques classiques contre les formes de lutte qui permettent aux patrons d'employer la répression et les habituels insinuations sur «*où va l'argent collecté en solidarité ?*». A noter d'ailleurs que seuls, 2 militants de la CGT Sescosem avaient diffusé ce tract, le complément a dû être fourni par des cégétistes de la D.P.E. (autre usine de l'enceinte Thomson C.S.F.). La CGT a ensuite abandonné ce type d'attaque grossière et a même sorti deux tracts pour dénoncer la répression dont était victimes les grévistes des masques. Mais on ne regagne pas une influence en si peu de temps. Les ouvrières n'ont pas la mémoire courte. Le soutien de la CGT au PCF a certainement joué dans les faits qu'elle reste minoritaire malgré une implantation solide dans certains ateliers spécialement durs et un travail à la base parfois loin d'être négatif. Un vendredi au cours de la grève s'est passé un événement significatif : le PCF intervenait devant la boîte avec Justine Goy, membre du secrétariat fédéral et candidate malheureuse aux élections et même Yvonne Allegret et Paul Rochas tous deux membres du comité central. C'était la journée des femmes du PCF. Ils avaient le culot, pendant

qu'ils refusaient de soutenir la lutte des ouvrières des masques pour la reconnaissance de la qualification du travail féminin, de protester contre la «discrimination qui touche les femmes», etc... Ce beau monde, s'égoïllait au mégaphone au milieu de l'indifférence générale. «*Venez discuter avec nous, faites nous part de vos problèmes, vous avez besoin de nous comme nous avons besoin de vous.*» Une ouvrière qui passait s'adresse au diffuseur du *Quotidien du*

Peuple en lui disant «*ils parlent comme des curés*» et un vieil ouvrier «*Vous êtes avec eux, non, Ah bon, car ceux-là, ils ne sont plus rouges, ils sont rosés.*»

Une chose est certaine c'est que la main mise du PCF sur la CGT à la Sescosem est un réel obstacle au développement de la CGT dans l'usine et d'un authentique syndicalisme de classe et de masse de sa part.

Corres. Grenoble

COMMUNIQUE

Les organisations agricoles CDJA, FDSEA, Paysans-Travailleurs, MODEF communiquent :

Au moment où l'on parle beaucoup de rackett, nous venons d'assister à un rackett d'un genre un peu particulier. Voici les faits : un modeste cultivateur de Marches, en l'occurrence Max Bonnardel a reçu la visite de trois gendarmes cherchant les coupables d'inscription sur les murs de la gendarmerie de Romans. Devant la menace, madame Bonnardel, seule chez elle, ne put empêcher de perquisitionner et d'ouvrir armoire, placards, valises... Les gendarmes

se sont emparés de papier personnels de monsieur Bonnardel et ont finalement emmené ce dernier qui rentrait paisiblement chez lui.

Nous protestons énergiquement contre cette façon de faire qui consiste à brimer une partie de la population et porte atteinte aux libertés individuelles. Ces messieurs seraient-ils d'accord avec ces milliers de CRS qui se sont trouvés face à nous à Paris, pour recevoir les marcheurs du Larzac et sur la fin ont passé leur futur sur quelques représentants d'une organisation non-violente de la Drôme ?

APRES CROISSANT, GABOR WINTER ?

La semaine dernière, la Chambre d'accusation de Paris a rendu un arrêt favorable à l'extradition de Gabor Winter en Allemagne. Après l'affaire Croissant, il s'agit d'une nouvelle atteinte grave au droit d'asile en France. C'est en tant que militant pour soutenir les prisonniers politiques en RFA que Gabor Winter est réclamé par l'Allemagne. Les conditions des débats de la

semaine dernière sont ahurissants : ils se sont faits à huis-clos ; faute d'interprète, l'accusé n'a rien pu comprendre, seul le verdict lui a été traduit. La Chambre a refusé de se prononcer sur la matérialité des faits, évitant ainsi de constater la minceur du dossier. La Chambre a toutefois voulu «prouver» que les faits reprochés à Winter n'étaient pas politiques. Elle emploie le raisonne-

ment suivant : «Ils n'ont pas de caractère politique, d'une part en raison de leur gravité et ceci est si vrai que, d'après le mandat d'arrêt, l'association recherchait l'abolition des conditions sociales existantes... De telles associations tendent à ébranler l'organisation sociale et non pas les formes politiques des Etats». Ainsi, même si on ne peut être extradé pour raisons politiques, ceux qui

luttent, d'une manière ou d'une autre pour un changement de société, ne seraient pas des politiques, mais de droit commun ! On voit où mène ce type de raisonnement. Il reste à savoir si, en confirmant l'extradition conseillée par la Chambre d'accusation, le gouvernement va poursuivre cette logique, en apportant une nouvelle pierre à l'Europe des polices.

● Camp David : pas de signature en 1978

C'est à une dernière tentative que s'est livré Vance dimanche en rencontrant les ministres Dayan et Khalil pour tenter de reprendre les négociations entre l'Egypte et Israël sur la base des accords de Camp David. Plusieurs séances de travail ont eu lieu pendant la journée : elles ne visaient qu'à définir un cadre pour une reprise éventuelle des négociations. Elles n'ont même pas pu avancer dans ce sens. Tout ce que Vance, Dayan et Khalil ont pu déclarer, c'est qu'il s'agissait d'un «échange de vues utile et complet». Ils se sont engagés à garder le contact et à éviter toute controverse publique. Aucune date n'est fixée pour une reprise des négociations.

● Après l'assassinat d'un dirigeant de l'ETA, manifestations au Pays Basque

Après l'assassinat dans la localité des Pyrénées Atlantiques où il était réfugié, de José Miguel Benaran Ordénana, dirigeant de l'ETA, de nombreuses manifestations ont eu lieu ce week-end au Pays Basque. Samedi, des heurts violents avec la police se sont produits à San Sebastian, Bilbao, Vitoria, Pampelune. Les obsèques du dirigeant basque ont eu lieu dimanche dans sa ville natale, Arrigorriaga. Elles ont été suivies par des milliers de nationalistes basques.

● Noël en Erythrée

En Erythrée, les bombardements soviétiques n'ont pas cessé. Pour faire connaître aux Français la lutte du peuple érythréen et demander une solidarité pour le Noël des enfants érythréens, cinq étudiants érythréens étaient venus témoigner devant Notre-Dame dimanche soir. Les flics les ont embarqués, confisquant leurs tracts, les brutalisant et leur faisant passer au poste la nuit de Noël...

● Noël en Palestine occupée

Jérusalem et Bethléem étaient pour Noël des localités en état de siège. L'armée sioniste ne pouvait cacher la réalité de l'occupation, alors qu'en Palestine occupée, les opérations de la Résistance se sont multipliées ces derniers mois. Pendant la nuit de Noël, Bethléem était une ville fermée ; pour y entrer, il fallait un laissez-passer, subir 6 contrôles avant d'arriver puis d'autres contrôles sur place avec fouille au corps et interdiction d'avoir un paquet. Dans les deux villes, l'armée d'occupation était omniprésente.

● Noël en Argentine

Noël en Argentine : des milliers de femmes passent les fêtes sans leurs maris, «disparus» depuis plusieurs mois ou près de trois ans, depuis le coup d'Etat de Videla. Deux mille d'entre elles manifestaient encore jeudi place de Mai à Buenos Aires. Pour répondre au mouvement qui se développe, la junte annonçait la semaine dernière, la libération de 193 prisonniers. Mais ceux-ci ne faisaient pas partie des «disparus» évalués à 11 000.

Raids racistes : «LE PEUPLE MOZAMBICAIN NE SE LAISSERA PAS INTIMIDER»

Communiqué du ministère de la Défense nationale de la République populaire du Mozambique

Désespéré devant l'intensification et l'extension de la juste lutte de libération du peuple du Zimbabwe, le régime criminel de Ian Smith et de ses fantoches a déclenché une série d'actes barbares d'agression contre le territoire de la République populaire du Mozambique, dans une tentative de transférer la guerre dans notre pays.

Le 29 novembre, l'ennemi a effectué des incursions aériennes avec des avions à réaction contre Chicualacuala, Mapai, et Mabalane, dans la province de Gaza, bombardant des objectifs civils et militaires, dont le résultat a été la perte de vies humaines et la destruction de 4 maisons.

Le 4 décembre, l'ennemi a réalisé une nouvelle attaque aérienne contre Chicualacuala.

Le 8 décembre, l'ennemi a attaqué avec son aviation la garnison de

Chingozi, dans la province de Tete, où il a provoqué des pertes humaines et a détruit deux hangars. Au cours de cette opération, l'ennemi a utilisé des bombes au napalm.

Le 9 décembre, l'ennemi a bombardé le centre de préparation politico-militaire de Dondo (note du CIMO : dans la province de Sofala, à une trentaine de kms de Beira) où il a provoqué des pertes humaines, des blessés et des destructions matérielles...

Les pertes subies en conséquence de ces bombardements sont de 26 morts et 73 blessés, comprenant des éléments de la population.

Nos forces ont réagi contre les attaques de l'ennemi et ont abattu deux chasseurs bombardiers à réaction dans la zone de Chicualacuala, qui sont tombés du côté rhodésien.

La multiplication de ces opérations de pénétra-

tion de l'aviation de l'ennemi vise à atteindre des zones productives, afin d'empêcher notre développement économique.

L'objectif de ces actions est la déstabilisation de notre République pour empêcher le peuple mozambicain de bénéficier des fruits de l'indépendance et de son travail. La République populaire du Mozambique, fidèle à ses obligations en tant que membre de la communauté internationale et consciente des responsabilités qui lui incombent en tant que pays de la ligne de front à accomplir son devoir. Le peuple mozambicain, sous la direction du FRELIMO, a consenti des sacrifices pour le peuple du Zimbabwe soit libre.

Dans ce sens, la République Populaire a appliqué intégralement les sanctions décrétées par la communauté internationale contre le régime de Ian Smith. Dans ce sens enco-

re, notre gouvernement a lancé un appel à tous les gouvernements membres de la communauté internationale pour qu'ils renforcent la capacité défensive de la République populaire du Mozambique, de manière à repousser toutes violations de notre intégrité territoriale.

L'ennemi peut tenter de multiplier ses actes barbares ; le peuple mozambicain ne se laissera pas intimider. Aucun massacre, aucun crime, aussi odieux soit-il, ne sera capable d'ébranler la détermination du peuple mozambicain et la certitude de la victoire de la juste lutte du peuple du Zimbabwe pour l'indépendance et la liberté.

Maputo,
10 décembre 1978,
CCP CIMO 19 388 0 Y
Paris
Appel du Comité
Mozambique
pour soutenir
le Mozambique

● Turquie : tueries fascistes, une centaine de morts

C'est à une véritable série de massacres que se sont livrés les commandos fascistes à Kahramanmaraş. Après avoir attaqué le cortège funèbre de deux instituteurs assassinés par un de leurs commandos, les fascistes se sont répandus dans les rues faisant une véritable «chasse aux communistes», attaquant samedi et dimanche des quartiers de la ville. Les provocations fascistes qui durent depuis le début de l'année visent à déstabiliser le gouvernement d'Ecevit et à provoquer le retour au pouvoir des militaires en Turquie. Lundi, les universités se sont mises en grève pour exiger l'interdiction des organisations fascistes.

FRANCE-INDE

Deniau, ministre du Commerce extérieur a participé, la semaine dernière, à la première réunion de la commission franco-indienne de coopération économique. La France et l'Inde envisagent de doubler leurs échanges en quatre ans.

SAHARA

Le Front Polisario a annoncé dimanche que l'armée de libération a durement accroché une unité de l'armée d'occupation marocaine, à 50 kms à l'Est d'El Ayoun, faisant trente-cinq tués et plusieurs dizaines de blessés parmi les forces d'Hassan II.

RHODESIE (Zimbabwe)

Le gouvernement français a fait savoir à ses ressortissants en Rhodesie qu'il leur conseillait d'évacuer le pays, aucune intervention militaire n'étant possible pour les protéger en cas d'effondrement du régime de Smith sous les coups de la guérilla du Front Patriotique. Cette décision reflète un début de prise en compte de la réalité de la situation au Zimbabwe. L'impérialisme français constate la faillite d'un régime raciste qu'il n'a cessé de soutenir en fait depuis des années.

INDE

Après la deuxième arrestation d'Indira Gandhi et son expulsion du Parlement, de

nombreuses manifestations de soutien à l'ancien Premier ministre ont eu lieu dans plusieurs États. Au cours de la répression de ces manifestations, douze personnes ont été tuées et plus de cent mille arrêtées.

CAMBODGE

Malcom Caldwell, économiste britannique spécialiste de l'Asie du Sud-Est et ami du Kampuchea démocratique était en voyage d'études dans ce pays avec deux journalistes américains. Dimanche à Pnom Penh, il a été assassiné par un terroriste vêtu, selon les témoignages des journalistes d'un uniforme étranger.

Régions privées d'électricité : LES LAISSES POUR COMPTE DE L'EDF

La neige est tombée sur la Lozère, l'Ardèche. Rien d'exceptionnel en cette époque pour ces régions qui connaissent traditionnellement des hivers assez rigoureux. Mais depuis une semaine, la ville de Langogne, en Lozère, et le plateau ardéchois sont privés d'électricité, et pour certains villages également de téléphone. La neige

peu abondante a suffi à paralyser ces régions, à les isoler, et EDF ne semble pas disposer à remettre en état dans des délais suffisamment brefs le réseau de distribution.

Ces régions ont été parmi les dernières à avoir bénéficié de l'apport de l'électricité et son utilisation est maintenant généralisée, et indispensable. Traveuses, pour les pay-

sans, four à pain, pétrins, pour les boulangers, congélateurs pour l'ensemble de la population, qui par son usage palie ainsi les difficultés d'approvisionnement en hiver, tout ou presque fonctionne à l'électricité. Quand elle fait défaut, on imagine les conséquences, d'autant plus facilement que la récente panne nationale a permis de l'expérimenter ! Une nouvelle fois, c'est la politique d'EDF qui en est responsable, mais aussi la politique d'aménagement du cadre régional. EDF préfère investir dans sa politique du tout-nucléaire au mépris du réseau de distribution qui s'écroule à la première chute de neige, le pouvoir en ne permettant pas aux régions de s'équiper pour palier aux inconvénients des hivers (routes, chasses-neige...) la désertification est bien engagée, les parcs régionaux et autres zones de loisirs estivales sont aussi favorisés de façon insidieuse.

Une semaine sans électricité et un rétablissement complet qui pourrait demander six mois, selon EDF, le «service public» à des priorités dans lesquelles, décidément, les populations ne se reconnaissent pas.

Iran

UNE NOUVELLE VAGUE DE MANIFESTATIONS, LE SHAH TENTE DE NEGOCIER AVEC L'OPPOSITION

● En Iran, le week-end a été marqué par une reprise massive des manifestations contre le Shah. A Téhéran, ce sont les étudiants, les établissements scolaires venant d'être réouverts qui ont occupé la rue aux cris de «Mort au Shah, mort à Carter!». L'armée a tiré pour protéger l'ambassade américaine prise d'assaut.

A Machad, samedi, l'armée, intervenant pour disperser un rassemblement de militants du mouvement religieux, a tiré dans la foule, faisant 21 morts et 80 blessés. Le lendemain, 200 000 personnes assistaient à l'enterrement des victimes. C'est alors que trois militaires en civil, reconnus comme délateurs ont été pris à partie et tués par les manifestants.

Malgré le peu d'informations qu'on peut avoir sur ce sujet, il semble bien qu'un mouvement de désertion et de démoralisation croissant soit en train de gagner l'armée iranien-

ne, dernier rempart du Shah. Des soldats et des officiers déserteurs, interviewés dimanche par les envoyés spéciaux d'Antenne 2, faisaient état de milliers de désertions, les soldats étant de plus en plus nombreux à répondre aux appels des ayathollahs et à refuser de tirer sur les manifestants. Le gouvernement est contraint de faire appel uniquement à des mercenaires sur-payés, en cantonnant le contingent dans les casernes où on tente de lui faire croire que les manifestants sont des «communistes» partisans de «l'Union soviétique».

Alors que le mouvement reprend de plus belle, le gouvernement militaire apparaît moins que jamais comme une solution durable, d'autant plus que les troubles cardiaques dont souffre le général Azhari provoquent, de fait, une vacance du pouvoir. On continuait, mardi, à parler de négociations que le Shah tente de poursuivre avec une partie de l'opposition. Comme il l'a déjà

fait auparavant, le Shah voudrait négocier un effacement, un retrait partiel, mais garder en fait un certain contrôle de la politique du gouvernement. La personnalité que le Shah voudrait actuellement mettre en avant serait Sadighi, ancien ministre de Mossadegh. Cependant, les exigences de Sadighi seraient bien au-dessus des concessions que le dictateur est prêt à faire.

Du reste, Karim Sandjaji, président du Front national, a rappelé au cours d'un meeting tenu dans un hôpital en dépit de la loi martiale, les positions de son mouvement qui représente l'opposition mossadeghiste. Il a dénoncé les «petites mesures, les petites solutions» et a déclaré : «Le peuple ne croit pas à la politique de libéralisation annoncée par le pouvoir, car elle se solde par des massacres et parce que le régime ne met pas en cause le Shah qui est le véritable responsable de la crise. Je lui ai dit, je vous le dit, il faut qu'il parte».

● Vincennes : 1^{er} échec au démantèlement

Le Conseil a cédé ; Mohamed, travailleur du nettoyage, est réintégré après 21 jours de grève de la faim et un vaste mouvement nous réunissant (personnels en grève, étudiants, enseignants) solidaire.

A l'origine, Alain, secrétaire de sociologie, entame une grève de la faim le 28 novembre, suivie le lendemain par Mohamed, puis plus tard, par Jean-Pierre, bibliothécaire, et Sedik étudiant.

Nous refusons les mesures arbitraires et autoritaires du Conseil -avertissements, retenues de salaires, notations défavorables, licenciement de Mohamed qui accélèrent le processus de sélection et de démantèlement. A une unité de façade, nous avons substitué au cours de la lutte, une unité réelle prenant en compte nos aspirations : maintien de la spécificité de Vincennes avec sa richesse et sa diversité. Cette première victoire n'est qu'une étape. Dès le jour de la rentrée, notre comité de soutien sera transformé en comité d'action contre le démantèlement et pour maintien de Paris VIII à Vincennes.

Le Comité de soutien à Mohamed

Saint Chamond

5 000 TRAVAILLEURS EXPULSENT LES MILICES PATRONALES

● Vendredi, par décision du préfet, une dizaine de mercenaires de l'ALS (Agence Lyonnaise de sécurité), précédés par les flics, tentent de s'enfermer dans une usine occupée, l'entreprise J.B. Martin à Saint-Chamond. C'est une mobilisation massive de près de 5 000 travailleurs qui les en a délogés. Comme à Caen et à Saint-Nazaire, c'est en masse que les travailleurs ont énergiquement répliqué à la répression.

J.B. Martin, à Saint-Chamond-Ysieux est une usine de teinture et de fabrication de velours et de peluche, dans la vallée du Giers, près de Saint Etienne. Une immense bâtisse occupée depuis juillet 1977, date à laquelle le patron a décidé l'arrêt de la production.

Nous discutons avec les travailleurs qui occupent l'entreprise : tous expriment une immense colère contre l'intervention des flics et des nerfs, et en même temps le sentiment d'avoir remporté une victoire importante. Un délégué CGT raconte l'intervention, et chacun ajoute un détail, un commentaire.

A 3 h 30 dans la nuit de jeudi à vendredi, un commissaire de police, le syndic et l'ex-PDG de l'usine pénètrent dans l'usine oc-

cupée depuis dix-huit mois. Un huissier annonce qu'il applique une décision d'expulsion. Les occupants de permanence quittent l'usine, qui est prise en mains par des nerfs de l'ALS (cette milice privée est dirigée par l'ex-commissaire Javilliey, connu à Lyon pour avoir été impliqué dans une affaire de proxénétisme... et relaxé).

Ce sont les flics qui les ont fait rentrer pour réoccuper l'entreprise. Les nerfs s'installent, à 6 heures, les flics sont partis.

Immédiatement, le plan prévu en cas d'intervention se met en place. A 7 h, les sirènes de la mairie se mettent à hurler. Des voitures sillonnent la ville et les environs. Dès 8 h, plus d'un millier de travailleurs sont sur place.

A 10 h 30, ce sont 5 000 travailleurs qui se présentent aux portes, venus des usines de la région : Creusot-Loire, Navilor, Richier, Forges stéphanoises, Manufrance, PTT... Les travailleurs ont débarrayé à 90 %.

Les manifestants hurlent leur haine des nerfs, leur lancent des insultes. Les délégués syndicaux, à plusieurs reprises, appellent au calme et réclament le silence. Une ouvrière nous dit : «Quand on est arrivés le matin, on a vu

des mercenaires parader avec des cagoules et des chiens. On a su après - on a récupéré leurs papiers - qu'un d'entre eux avait été à Kolwezi. C'étaient vraiment des mercenaires».

Les grilles cèdent sous la pression des manifestants. Les mercenaires se réfugient sur le toit, où ils se font bombarder de tuiles, de pierres et de boules. C'est sous la protection des flics qu'ils parviendront à quitter l'usine, sous les coups des travailleurs, qui en enverront trois à l'hôpital.

Un vieil ouvrier espagnol nous dira : «Je leur arracherais les yeux. J'ai fait la guerre d'Espagne,

la Résistance. Ça me rappelle les moments historiques».

Une AG des travailleurs décidait la réoccupation de l'usine. «Les ouvriers des autres boîtes nous ont soutenu. C'est un exemple de la lutte pour la défense de l'emploi dans toute la région», disait un gréviste. «La situation de l'emploi dans la région est devenue difficile. La colère des ouvriers va augmenter. Notre exemple aura servi à d'autres». On nous dit encore : «Ecrivez que nous remercions les travailleurs pour leur solidarité. Oui, celle-ci ne s'est pas démentie».

Correspondant

Une autre usine du groupe

J.B. Martin est en grève depuis dix-huit mois pour exiger le redémarrage de l'usine. A Voiron, dans l'Isère, une autre entreprise du trust est également occupée pour empêcher sa fermeture.

Nous avons visité cette usine. Sur 80 000 m², des cardeuses, des encolleuses, des rames de traitement monumental. Rien n'avait laissé prévoir la fermeture de l'usine : la veille même du dépôt de bilan, des travailleurs étaient embauchés. La décision de fermer les usines J.B. Martin a été prise dans les bureaux du ministère du Travail. Des investissements financés par la DATAR avaient été effectués quelques mois auparavant.

Une table ronde prévue le 20 décembre, avec le préfet, était annulée. Les travailleurs menaient la lutte pour faire durer les 90 %, puis pour suivre des stages de formation, l'objectif restant la reprise de l'activité de l'usine. En décembre 1977, une journée portes ouvertes attirait 12 000 personnes. Il y a deux mois, le patron, pour tester la riposte des travailleurs avait déclenché les sirènes d'alarme à 3 heures du matin. Presque immédiatement, plus de 300 travailleurs s'étaient retrouvés, en pleine nuit, devant l'usine...

3^e session plénière du Comité Central du PCC

La troisième session plénière du Comité Central du Parti communiste chinois s'est réunie du 18 au 22 décembre à Pékin. Nous rendrons compte prochainement de cette importante réunion.